

AKTUELL

INDEX, SALAIRES, RETRAITES

Pas touche !

Raymond Klein

Radical, l'OGBL ? Dans le détail, les positions sont plus nuancées qu'il n'y paraît. Mais le ton est virulent, adapté au nouveau style de « dialogue social ».

« L'indexation serait un fardeau trop lourd pour les entreprises. Presque tous les partis partagent ce point de vue. Pour nous, cela constitue un défi. » Jean-Claude Reding n'a pas froid aux yeux. Déçu par l'attitude de l'allié traditionnel socialiste comme par celle des Verts, le président de l'OGBL considère que les faits lui donnent raison : ainsi, une étude de l'Observatoire des prix montrerait que l'inflation proviendrait moins des augmentations de salaire que de la hausse des prix administrés.

Reding avait bien préparé son argumentation pour la conférence de presse du principal syndicat mardi dernier. « La Commission européenne elle-même prédit une récession due aux politiques d'austérité en Europe. » Sans en tirer les bonnes conclusions. Car pour le syndicaliste, c'est l'augmentation des salaires qui permettrait de gonfler la demande et de sortir de la crise. Il juge la politique européenne actuelle

no-cive, et ne veut pas se satisfaire de la politique « moins pire, mais toujours mauvaise » que mène le Luxembourg.

C'est en abordant la question du salaire minimum que Reding se montre vraiment virulent : « Demander sa baisse à 1080 euros, parce que le travail fourni ne vaudrait pas plus, est une insulte aux gens qui travaillent pour le salaire minimum. » Le président de l'OGBL estime que si le patronat abandonne son attitude décente du passé, il doit être interpellé sur ses propres revenus : « Est-ce que le travail de l'économiste qui a proposé ce chiffre vaut un salaire dix fois supérieur ? Et qu'en est-il de la productivité de Monsieur Wurth, qui gagne plusieurs millions d'euros ? »

En abordant la réforme des retraites, le ton de Reding change une nouvelle fois. Certes, il se moque un peu des fameuses projections à long terme - « les nôtres vont jusqu'en 2092 », lance-t-il. Mais sur le fond, la critique est mesurée. L'OGBL ne re-

fuse pas le principe de faire travailler les salariés au-delà de 60 ans, mais seulement le fait que cela se fasse « sans mettre en place une politique qui adapte le travail aux besoins spécifiques de travailleurs plus âgés ». De plus, pour que les travailleurs aient effectivement « le choix de retarder leur départ à la retraite », afin de toucher une pension pleine, le syndicat souhaite des « mesures concrètes pour maintenir les travailleurs âgés dans l'emploi ». Notons que même Déi Lénk, qui présentera sa position au moment du bouclage du woxx, ne va guère plus loin. Pas de rejet pur et simple de l'allongement de la période de travail, mais Marc Baum, interrogé par le woxx, regrette que le patronat ne soit pas mis à contri-

bution pour maintenir l'équilibre du système. « Pour nous, il y a d'autres mesures possibles que l'allongement, notamment au niveau du partage des gains de productivité. »

Comme l'OGBL, Déi Lénk déplore que la réforme agisse seulement du côté des dépenses. Et, comme lui, ils proposent plusieurs sources de recettes nouvelles. Certes, lors de la présentation de la réforme début février (woxx 1148), le

ministre Mars Di Bartolomeo a évoqué de telles mesures, même s'il les concevait plutôt comme se substituant aux cotisations existantes. Mais on peut comprendre la méfiance du parti et du syndicat à l'égard des promesses du ministre : ses actes ne suivent pas toujours ses paroles. Ainsi, il avait présenté la réforme comme assurant « l'équité entre les revenus disponibles des actifs et pensionnés ». L'idée étant de réduire les ajustements et de supprimer les allocations de fin d'année des retraités dans la mesure où une augmentation des cotisations des salariés devenait nécessaire. Or le projet de loi prévoit bien les circonstances dans lesquelles on grignotera les prestations, mais le seul passage concernant les cotisations précise que celles-ci sont gelées jusqu'en 2022, à la grande satisfaction du patronat et du ministre des finances.



SHORT NEWS

Avortement : deux pas en avant, un pas en arrière

A une semaine de la Journée internationale des femmes, la commission parlementaire de la santé a débattu du texte de compromis entre les deux partenaires de coalition relatif au projet de loi concernant l'IVG. « C'est un mélange entre la législation belge et allemande », explique Alex Bodry, président du LSAP. Les socialistes et les chrétiens-sociaux auraient donc trouvé un accord : alors que les premiers doivent accepter le principe de deux consultations obligatoires (l'une médicale, l'autre sociale), les seconds doivent accepter qu'elles se dérouleront au même moment au sein d'un hôpital ou d'une institution pratiquant l'IVG. Une mesure qui permettrait, selon les dires de Bodry, d'assurer que les consultations se déroulent dans un environnement « libre de toute ingérence idéologique ». Danielle Igniti, la présidente du Planning familial, fait contre mauvaise fortune bon cœur. Ce compromis ne la satisfait évidemment pas, mais elle se dit consciente qu'il n'y a rien d'autre à attendre de cette coalition, en particulier du « senior partner » CSV. Si ce compromis comporte certaines avancées par rapport aux dispositions précédemment prévues, elle estime qu'on ne peut toujours pas parler d'un IVG sans indication, étant donné qu'une chape de plomb morale continue à peser sur la conscience des femmes candidates à l'avortement. Mais les femmes (et les hommes) pourront encore faire valoir leurs revendications lors des activités autour du 8 mars (voir agenda).

Schwerdeutbare CSV Rauchzeichen

Als CSV-Präsident Michel Wolter am vergangenen Dienstag zusammen mit seinem Kollegen Marc Spautz, seines Zeichens CSV-Fraktionschef, die Presse einlud um über „certains points de l'actualité politique“ zu diskutieren, stellte sich schnell heraus, dass es nur darum ging, den Koalitionsstreit in Sachen absolutem Rauchverbot zu erörtern. Wolter hatte sich in den Medien gegen ein solches ausgesprochen und dem Gesundheitsminister vorgeworfen, durch die Vorlage des Gesetzesentwurfes mit dem „Brecheisen“ am Koalitionspartner vorbei zu agieren. Die Pressekonferenz ließ die anwesenden JournalistInnen allerdings etwas benebelt hinsichtlich der Frage, was die CSV eigentlich will. Auf Nachfrage dementierte Wolter, sich für den „libre choix“ der Kneipenbesitzer ausgesprochen zu haben, um dann ausführlich genau diesen Vorschlag als den seiner Partei darzulegen. Inzwischen hat sich seine Fraktionskollegin Nancy Kemp-Arendt in die Debatte eingebracht mit dem Hinweis, dass es durchaus Mitglieder in der CSV gebe, die sich mit Di Bartolomeos Vorschlag einverstanden erklären. Ein Votum in Richtung freie Wahl habe es in der CSV nicht gegeben. Zum absoluten Kommunikationsgau geriet die eilig einberufene Pressekonferenz, als der CSV-Präsident meinte die Position des Regierungschefs in dieser Frage „sage das eine wie das andere“, so wie es bei Juncker immer der Fall sei.

Sparen in Krisenzeiten

Wie überall, so auch im Europaparlament: Wenn es darum geht, beim CO₂-Ausstoß statt bei den Staatsausgaben zu sparen, ist es die Linke, die Forderungen aufstellt, und die Rechte, die bremst. Am vergangenen Dienstag hatten die Bremser erst einmal das Nachsehen: Der Berichterstatter zur Energieeffizienzdirektive Claude Turmes erreichte, dass der Industrieausschuss eine recht ambitionierte Position zur Direktive annahm. Zwar hatte die EU vor fünf Jahren beschlossen, die Energieeffizienz bis 2020 um 20 Prozent zu verbessern, doch viele nationale Regierungen möchten dies als frommen Wunsch verstanden wissen. Der im Parlament verabschiedete Text würde sowohl diese Zielvorgabe als auch diverse Maßnahmenprogramme verbindlich machen. Außerdem wurde beschlossen, die Verhandlungen mit dem EU-Ministerrat, also den Vertretern der Mitgliedstaaten, sofort aufzunehmen, obwohl das Plenarvotum noch aussteht. Turmes hofft, das Kodifizierungsverfahren noch unter dänischer Präsidentschaft abzuschließen - das Land hatte die Energieeffizienz zur Priorität erklärt, was die im Juli beginnende zyprische Präsidentschaft vermutlich nicht tun wird.